

Epilogue d'un pouvoir et prologue d'une transition

Décidément l'histoire n'en finit pas de ruser : accédant au pouvoir lui aussi par un putsch, le président déchu ne manquait sans doute pas d'ambition ni de bonnes intentions ; son objectif de départ – du moins le proclamait-il – était de changer non seulement les méthodes de gouvernement de son prédécesseur, mais aussi et surtout la vie même des citoyens en renforçant notamment leurs droits fondamentaux ; d'où les retentissants slogans, lourdement répétitifs, sur la promotion de la femme, la lutte contre l'analphabétisme et la pauvreté, le livre ou le savoir pour tous, l'Internet et quoi encore.

Sous ces slogans, devenus finalement un grand chorus, la Mauritanie fut engagée dans une politique entraînant des décisions qui allaient le plus souvent à contre-courant de ce qu'il aurait fallu entreprendre. Et on sait qu'il en est résulté des échecs non moins retentissants qui se sont vite traduits par le plus grand échec social qu'ait connu le pays depuis son indépendance...

L'épilogue : une chute auto précipitée ou l'aboutissement d'un processus souterrain

Certes, il vaut mieux ne pas parler à présent, ressusciter ce passé immédiat pourrait paraître indécent dans notre culture, mais il arrive un moment où il faut forcer le trait pour rappeler, en l'occurrence, un fait alors très angoissant qui traduit désormais la seule image indélébile de l'homme et qui, à lui seul, explique toutes les dérives qui lui sont reprochées : Ould Taya se complaisait dans l'état infantile où

l'entretenaient ses laudateurs et qui le rendait de plus en plus incapable de regarder la réalité en face ou même à écouter la vérité devenue pour lui une forme d'agression insupportable ; il avait donc une pénible difficulté à comprendre que les slogans de ce genre ont besoin de succès pour être crédibles. Il n'a jamais compris non plus que l'exercice prolongé du pouvoir conduit inéluctablement à dévier les bonnes intentions de départ, à s'accommoder de comportements rédhitoires et de moyens qui trahissent l'ambition première, à renoncer à tout projet hormis celui de se maintenir indéfiniment.

Voilà d'ailleurs qui justifie la limitation des mandats présidentiels en démocratie, c'est-à-dire l'alternance ou le renouvellement régulier de ceux qui dirigent.

Mais l'ex-président pouvait-il comprendre qu'un pouvoir qui ne change pas, même s'il se couvre formellement d'une certaine légitimité par des élections périodiques, devient souvent autoritaire et finit toujours par se muer en simple volonté de dominer par pur égoïsme ?

Savait-il qu'un tel pouvoir ne pouvait durer que par la contrainte et pour un temps limité ? Précisément parce qu'il secrète lui-même le déséquilibre de ses éléments constitutifs par la tension qu'il entretient pour assurer sa sécurité, provoquant ainsi une double réaction de la dynamique intérieure et de la pression extérieure. Et lorsqu'il rentre dans sa phase paroxystique, en prenant du goût à transformer cette tension en instrument conjoncturel, alors interviennent les hommes de destin pour le faire disparaître, non sans risque dans la plupart des cas. C'est ce que fit le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie au début du mois d'août dernier, et c'est l'aboutissement précipité d'un long processus de pourrissement. Car, en effet, dans une situation d'impasse politique, où la volonté de solution adéquate est absente, ce sont quelques rares hommes prédestinés qui prennent la décision d'aider l'histoire à aller plus vite, compte tenu du mouve-

ment des esprits et de l'attente sociale, faute de quoi les choses changent irrésistiblement par soubresaut, dans la violence, sans que personne ne l'ait voulu. Déjà, en début janvier 2005 et par une série d'articles publiés au quotidien Nouakchott Info, Mr. Mohamed Yehdihould Breideil avait talentueusement mis en évidence cette situation qui était la nôtre et devant laquelle il mettait en garde le pouvoir alors en place. Avec le recul de quelques mois, son analyse s'avère d'une lucidité extraordinaire, presque prémonitrice, même si quelques acteurs et observateurs de notre microcosme politique trouvèrent un peu excessive la conclusion de cette véritable odyssée intellectuelle ; elle avait pourtant bien distingué la trajectoire dans laquelle s'était engagé le régime déchu et la destination qu'on pouvait raisonnablement penser qu'il atteindrait. C'est ainsi qu'elle envisagea un scénario plutôt inquiétant qui a pu être évité à temps, avec sérénité, sans aucune victime. Aussi, comme beaucoup d'autres, j'avais moi-même conclu dans ledit journal (du 20/01/05) que " " le problème du pouvoir est de savoir si les changements nécessaires devaient être subis, accompagnés ou initiés " ". Parce qu'il n'avait pas d'autre choix ; et ce n'était pas une question de prédiction mais simplement de tendances évolutives d'un contexte précis, obéissant à une logique qui détermine le déroulement des événements et qui comporte, entre autres facteurs de dégradation : une justice inféodée et des institutions ayant perdu toute crédibilité, un rêve démocratique devenu mirage ou simple illusion, une majorité présidentielle frustrée de ne pouvoir déplacer – fût-ce symboliquement – les orientations du régime et de n'entrevoir aucune issue salutaire, une opposition légale butant sur le problème de la conquête du pouvoir qui lui est interdite par la logique même du système, une élite encadrée par une humiliante et douloureuse alternative où le seul choix possible est d'applaudir à la fois sans conviction et avec frénésie sous le joug du culte de la personne ou prendre ses distances dans l'exclusion et la privation, une opinion publique fortement désenchantée par les arrestations arbitraires à des fins extérieures et sous prétexte de lutte contre le terrorisme (comme s'il fallait coûte que coûte trouver cet ennemi imaginaire, quitte à le créer), une situation économique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas satisfaisante et l'ensemble faisant peser sur la société un climat on ne peut plus inquiétant, très lourd, insupportable.

C'est dire que tout était en place pour un scénario qui pouvait bien être violent ou brusque, ce qui ne signifie pas forcément une guerre civile, même si les hiérarques du régime se rassuraient en se répétant que nous étions loin de la situation en Côte d'Ivoire ou ailleurs ; leur conviction s'appuyait naturellement sur une loi

ductive de l'histoire qui postule que le pire est toujours loin. Pourtant, il n'était point nécessaire d'être expert de la chose pour savoir que la fin du régime était inévitablement proche, puisqu'il s'employait lui-même à précipiter sa chute, c'est plutôt la nature et le moment précis de cet événement qui constituaient l'inconnue : on pouvait donc s'attendre à tous types de scénarios, du pire au moins violent. Et ce fut le changement du 3 août, le plus paisible des épilogues prévus, le plus porteur d'espoir aussi. Mais ce régime est désormais sans injérêt, tournons-nous donc vers l'avenir.

Le prologue : un défi introductif à relever

Aujourd'hui, chacun le sait, le destin du pays est conditionné par les réformes annoncées. Et après juste un mois d'exercice, le nouveau pouvoir laisse à penser qu'une évolution positive est en cours, d'autant que chaque semaine semble nous apporter quelque nouvelle illustration et nous donner ainsi des raisons d'être optimistes. Mais tous ceux qui redoutent d'être dupes nous diront qu'il y a les intentions, les discours et les actions qu'il faut apprécier à leur juste valeur dans leurs contextes respectifs et qu'il faut donc donner au temps le temps nécessaire. Les pessimistes, eux, affichent, comme toujours, une méfiance instinctive envers tout pouvoir dont le discours n'a pas encore donné de résultats probants. Il reste que, pour n'avoir proclamé autre ambition que la réalisation des objectifs assignés au Gouvernement de transition, qui sont de surcroît limités dans le temps, même s'ils sont gigantesques par leur dimension et leur charge historique, les auteurs du nouveau changement semblent avoir été motivés par la volonté de faire face aux défis majeurs et aux promesses potentielles qui interpellent l'avenir du pays. Rappelons à cet égard que les deux principaux objectifs autour desquels s'articule tout le programme de ce Gouvernement, comprennent essentiellement l'instauration d'un système judiciaire fiable et équitable pour tous les citoyens ainsi que l'adoption d'un cadre constitutionnel adéquat permettant au pays de se doter d'une véritable démocratie, celle qui impose l'alternance au pouvoir à tous les acteurs politiques. Pour la première fois, en effet, à travers tous les régimes qui se sont succédés, il devient enfin clair que l'efficacité et la transparence dans la gestion des ressources publiques ainsi que tous les autres critères de bonne gouvernance dépendent uniquement de ces deux objectifs là. Et tout concourt présentement à espérer que l'élan d'adhésion suscité par le changement du mois dernier, qui répond à une aspiration générale, ne serait brisé ni par une déception ni par une réaction non souhaitée.

Sans préjuger des résultats qui seront obtenus durant les deux pro-

chaines années, enregistrons au moins notre état d'esprit – celui du consensus actuel : l'essentiel étant l'amendement de la constitution dans les délais impartis et que le pouvoir soit transmis aux civils comme prévu, à l'issue d'élections libres, transparentes et sans aucune interférence ou préférence de l'Administration, peu importe alors que les autres objectifs soient entièrement atteints ou non, puisque, en politique, ce qui reste en cours de réalisation est aussi déterminant que ce qui l'est effectivement, à condition que la force de l'engagement demeure intacte. Pour l'heure, prenons acte de cet engagement et partageons le sentiment de satisfaction qui s'épale à tous les niveaux de la société. Le moment viendra ensuite de passer au crible les résultats.

En deuxième lieu, gardons à l'esprit qu'il y a des moments de l'histoire où tout paraît possible, parce qu'un nouveau monde est en train de naître, alors d'aucuns voient qu'il faut tout changer.

Vivons-nous ce moment ? Si oui, faut-il pour autant tout changer ?

La transition se doit de relever un défi préliminaire qui consiste à assainir les méthodes de gouvernement (...), non pas de manière boulimique mais graduelle parce qu'elle peut se heurter à bien d'embûches ; lesquelles tiennent à l'indifférence des uns et aux intérêts catégoriels d'autres qui n'aspirent qu'au statu quo ante assurant leur durable profit. Il faut donc convaincre, d'abord sur le plan politique, en faisant participer les autres à la décision, faute de quoi le changement est voué à l'échec. Entendons-nous bien : si l'instauration d'une démocratie consensuelle est indispensable, voire inévitable, elle doit se faire comme cela fut entamé par le nouveau pouvoir, c'est-à-dire en associant le plus largement possible la classe politique, la société civile, les représentations des professions et des fédérations, en somme toutes les forces vives de la société qui ne doivent pas être mises devant le fait accompli. Il s'agit là d'une concertation participative seule à même d'offrir le meilleur soutien à ceux qui nous proposent aujourd'hui un nouveau destin. Il s'agit aussi d'approximations que réprovoquent les esprits épris d'absolu et de simplicité, mais la démocratie est partout relative et toujours compliquée, seule la dictature est absolue et simple. Il s'agit enfin d'un changement qui contient un vaste champ d'imagination, d'ouverture et de courage. Dès lors, il n'est que temps de l'entreprendre ; car tous les soubresauts et difficultés traversés par ce pays, depuis près de 50 ans, sont essentiellement dus au refus de ce changement.

PAR
AHMEDOU OULD MOUSTAPHA